

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3550

[2004/202783]

27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole, modifiée en dernier lieu par la loi du 15 février 1990;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu la loi du 7 mai 1999 contenant le Code des sociétés;

Vu la directive 75/269/CEE du Conseil, du 28 avril 1975, relative à la liste communautaire de zones agricoles défavorisées au sens de la directive 75/268/CEE (Belgique), modifiée par la décision 77/456/CEE de la Commission, du 27 juin 1977, modifiant les limites des zones défavorisées au sens de la directive 75/268/CEE du Conseil du 28 avril 1975 (Belgique);

Vu la directive 96/22/CE du Conseil du 29 avril 1996 concernant l'interdiction d'utilisation de certaines substances à effet hormonal ou thyrostatique et des substances β -agonistes dans les spéculations animales;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, abrogé et remplacé par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, mais continuant à s'appliquer aux demandes de paiements directs pour les années civiles précédant l'année 2005;

Vu le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements, particulièrement le chapitre V, articles 13 à 21, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1783/2003 du Conseil du 29 septembre 2003;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2550/2002 de la Commission du 21 décembre 2001;

Vu le règlement (CE) n° 445/2002 de la Commission du 26 février 2002 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 963/2003 de la Commission du 4 juin 2003;

Vu la décision n° C(2000) 2825 de la Commission du 25 septembre 2000 portant approbation du document de programmation en matière de développement rural pour la Région wallonne et couvrant la période de programmation 2000-2006 et vu l'approbation par la Commission de la modification de la modification 2002 qui y a été apportée;

Vu la décision n° C(2002) 3583 de la Commission du 2 octobre 2002 intitulée "Aides d'Etat/Belgique (Wallonie) - aide n° N 339/2001; Indemnités compensatoires en zones défavorisées";

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu, en ce qui concerne la Région wallonne, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003;

Vu la concertation entre les gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 3 mai 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié en dernier lieu par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la restructuration de la Direction Générale de l'Agriculture à la suite du transfert de compétences aux Régions et considérant qu'il y a lieu d'adapter la réglementation concernée aux nouvelles structures établies;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public, et ce dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les modalités d'application relatives aux indemnités compensatoires pour les producteurs actifs dans les régions défavorisées et que ces modifications doivent s'appliquer pour l'année en cours avec un effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2004;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au titre I^{er}, chapitre I^{er}, l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o "Ministre" : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

2^o "Administration" : la Division des Aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

3^o "producteur" : l'exploitant, personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou de personnes morales ou des deux, qui gère de manière autonome, à son profit et pour son compte, une exploitation agricole quelles que soient les spéculations;

4^o "exploitation" : l'ensemble des unités de production situées sur le territoire national, gérées de façon autonome par un seul et même producteur, quelles que soient les spéculations;

5^o "unité de production" : l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle, dont les terres, qui sont nécessaires au producteur et à son usage exclusif en vue d'exploiter une ou plusieurs spéculations agricoles, horticoles ou d'élevage;

6^o "exploitant agricole" : la personne physique ou, dans le cas d'une personne morale, l'(les) administrateur(s) ou le(s) gérant(s) ou le(s) associé(s) gérant(s) de la personne morale, qui s'adonne(nt), au sein d'une exploitation, à la production agricole, horticole ou d'élevage et qui exerce(nt) cette activité à titre principal ou partiel comme définis respectivement aux points 11^o et 12^o ci-après. L'exploitant agricole doit avoir en Région wallonne son adresse de correspondance et son (ses) unité(s) de production doivent être situées dans la Région wallonne. Toutefois, en matière d'indemnité compensatoire ou d'investissements pour des biens immeubles, la situation en Région wallonne, respectivement des terres concernées ou des biens immeubles concernés, peut, sans préjudice des autres dispositions, ouvrir le droit à l'indemnité ou à l'aide;

7^o "personne morale, exploitant agricole" : la personne morale dont les statuts indiquent comme objet l'exploitation agricole, horticole ou d'élevage et la commercialisation des produits provenant principalement de cette exploitation. Cette personne morale doit en outre satisfaire aux conditions suivantes :

a) s'il s'agit d'une société agricole visée par la loi du 7 mai 1999 contenant le Code des sociétés, livre I^{er}, titre I^{er}, article 2, § 3, le ou les associés gérants de la société doivent exercer une activité professionnelle à titre principal relativement à l'exploitation considérée, conformément au point 11^o;

b) s'il s'agit d'une des autres formes de sociétés visées par la loi du 7 mai 1999 contenant le Code des sociétés, livre premier, titre I^{er}, article 2, § 2 :

- la société est constituée pour une durée d'au moins 20 ans;

- les actions ou les parts de la société sont nominatives;

- les actions ou les parts de la société appartiennent pour au moins 51 % aux administrateurs ou gérants;

- les administrateurs ou gérants de la société sont désignés parmi les associés;

- tous les administrateurs délégués ou gérants de la société ou, en leur absence, tous les administrateurs, sont des personnes physiques qui gèrent l'exploitation considérée et y exercent une activité à titre principal, conformément au point 11^o;

8^o "société coopérative de transformation et commercialisation" : la société coopérative, constituée conformément à la loi du 7 mai 1999 contenant le Code des sociétés, livre I^{er}, titre I^{er}, article 2, § 2, quatrième tiret, qui répond en outre aux conditions suivantes :

a) l'objet de la société doit se rattacher principalement à l'agriculture, l'horticulture ou à l'élevage et être destiné à favoriser l'amélioration et la rationalisation du traitement, de la transformation ou de la commercialisation des produits agricoles;

b) la majorité des coopérateurs de la société doivent exercer la profession d'agriculteur, d'horticulteur ou d'éleveur;

c) les statuts doivent prévoir qu'aux assemblées générales tout associé dispose d'au moins une voix et que le nombre de voix dont un associé dispose est limité au maximum à un cinquième des voix attachées aux parts représentées;

d) le dividende annuel ne peut dépasser le pourcentage défini par le Conseil national de la Coopération;

9^o "la société coopérative d'utilisation de matériel agricole", en abrégé "CUMA" : la société coopérative constituée conformément à la loi du 7 mai 1999 contenant le Code des sociétés, livre I^{er}, titre I^{er}, article 2, § 2, quatrième tiret, dont l'objet social doit se rattacher principalement, dans l'exploitation de ses membres, à l'agriculture, l'horticulture ou à l'élevage, et plus particulièrement à l'utilisation en commun du matériel agricole nécessaire à la réalisation de ses objectifs, et qui remplit en outre les conditions b à d énumérées au point 8^o ci-avant;

10^o "association agricole" : association qui a pour but de promouvoir l'information et la vulgarisation afin d'assurer dans son environnement, le progrès technique, économique et social des exploitations agricoles et le bien-être des populations rurales;

11^o "activité à titre principal" : activité professionnelle d'une personne physique ou, le cas échéant, de l'administrateur délégué ou gérant ou associé gérant d'une personne morale ou de l'un d'entre eux, qui obtient de l'exploitation agricole, horticole ou d'élevage considérée, un revenu net imposable supérieur à 50 % du montant net imposable de son revenu global annuel issu de l'activité professionnelle et qui y consacre plus de 50 % de la durée totale de son temps de travail annuel. Lorsqu'il s'agit de la première installation en agriculture de la personne concernée, ces revenus et durées s'entendent à dater de cette première installation;

12° "activité à titre partiel": activité professionnelle d'une personne physique ou, le cas échéant, de l'administrateur délégué ou gérant ou associé gérant d'une personne morale ou de l'un d'entre eux, exercée au sein d'une exploitation considérée qui comporte outre des activités agricoles, horticoles ou d'élevage, des activités forestières, touristiques, pédagogiques, artisanales ou bien des activités d'entretien de l'espace naturel bénéficiant d'aides publiques, et qui obtient de cette exploitation dont elle est le ou l'un des gestionnaires un revenu net imposable supérieur à 50 % du montant net imposable de son revenu annuel global issu de l'activité professionnelle, sans toutefois que cette personne obtienne des activités agricoles dans l'exploitation un revenu net imposable inférieur à 25 % du montant net imposable de son revenu annuel global issu de l'activité professionnelle. Elle consacre en outre aux activités exercées dans l'exploitation plus de 50 % de la durée totale de son temps de travail annuel. Lorsqu'il s'agit de la première installation en agriculture de la personne concernée, ces revenus et durées s'entendent à dater de cette première installation;

13° "activité agricole à titre complémentaire": activité professionnelle agricole d'une personne physique ou, le cas échéant, de l'administrateur délégué ou gérant ou associé gérant d'une personne morale ou de l'un d'entre eux, qui n'exerce ni une activité agricole à titre principal ni à titre partiel, qui est assujettie à l'application de la T.V.A. et est affiliée à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants comme indépendant à titre complémentaire, en qualité d'agriculteur, horticulteur et/ou d'éleveur, au sein de l'exploitation considérée;

14° "unité de travail humain", en abrégé "UTH": 1 800 heures de travail par année, prestées par un exploitant agricole;

15° "investissements": les opérations qui consistent à acquérir, construire, établir, accroître, rénover ou améliorer, au profit des personnes physiques ou morales bénéficiaires des aides décrites ci-après, des biens de nature durable, tels le sol, les bâtiments et améliorations, l'équipement, les installations, les machines, les outils, le matériel et le bétail, ainsi que les cultures en croissance et les arrières-engrais;

16° "garantie publique": la garantie de la Région wallonne peut être attachée au remboursement en capital, intérêts et accessoires des prêts consentis aux personnes physiques et morales visées aux points 6 à 9, 11 et 12, et en vue de la réalisation des opérations mentionnées au point 16, pour autant que le prêt soit accordé par un organisme de crédit public ou privé agréé à cette fin. La garantie publique complète les sûretés constituées par le demandeur de crédit, et ne peut couvrir plus de 75 % du crédit consenti. Le paiement de la subvention-intérêt est suspendu dès lors qu'il est fait appel à l'exécution de la garantie;

17° "FEOGA": le Fonds européen d'Orientation et de Garantie agricole;

18° "régions défavorisées": les régions défavorisées sont:

- a) les régions agricoles entières suivantes: Haute Ardenne, Famenne, Fagnes, Ardenne, Région jurassique;
- b) la partie de la région herbagère liégeoise composée:
 - des entités communales d'Aywaille, Ferrières, Jalhay, Lierneux, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Theux, Trois-Ponts, Vielsalm;
 - des territoires suivants:
 - * le territoire de la commune de Verviers qui faisait partie des communes de Polleur et Theux avant le 1^{er} janvier 1977;
 - * le territoire de la commune d'Esneux qui faisait partie de la commune de Dolembreux avant le 1^{er} janvier 1977;
 - * le territoire situé au sud de la Vesdre, des communes de Baelen, Eupen et Raeren;
 - * pour la commune de Comblain-au-Pont, la partie de la commune située entre l'Ourthe et l'Ambève et la zone agricole du plan de secteur faisant partie de la section de Poulseur;
 - * pour la commune d'Esneux, les zones agricoles du plan de secteur de Liège, situées sur la rive droite de l'Ourthe et faisant partie des sections d'Esneux et de Tilff;
 - * pour la commune de Chaudfontaine, les zones agricoles du plan de secteur de Liège faisant partie des sections de Beaufays et de Chaudfontaine;
 - * pour la commune de Trooz, les zones agricoles du projet du plan de secteur de Liège faisant partie des sections de Trooz, de Forêt, de Nessonvaux et de Fraipont;
 - * pour la commune d'Olne, la zone agricole du projet du plan de secteur de Liège située au sud d'une ligne représentée d'ouest en est par le ruisseau de Saint-Hadelin, puis la route se dirigeant vers Olne par les "six chemins", puis d'Olne le chemin se dirigeant vers l'intersection des communes de Xhendelesse et Soiron;
 - * pour la commune de Pepinster, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers faisant partie des sections de Soiron, Wegnez et Pepinster;
 - * pour la commune de Verviers, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers faisant partie des sections de Lambermont, Ensival, Heusy, Stembert et Petit-Rechain;
 - * pour la commune de Dison, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers faisant partie des sections de Dison et Andrimont;
 - * pour la commune de Limbourg, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers faisant partie des sections de Limbourg, Goé et Bilstain au sud de la route de Villers;
 - * pour la commune de Baelen, les zones agricoles du plan de secteur de Verviers comprenant la partie des sections de Baelen et Membach située au sud de la route Eupen-Limbourg et au nord de celle-ci la zone agricole limitée par le chemin allant du lieu-dit "Au Calvaire" jusque Baelen (Houtem, Les Forges et Medal);

19° "unité gros bétail", en abrégé "UGB": le nombre d'unités gros bétail est obtenu en multipliant le nombre de bovins, équins, brebis ou chèvres par les coefficients suivants:

- bovins de six mois à deux ans: 0,6
- vaches de traite: 1,0
- autres bovins de deux ans et plus: 1,0
- équins de plus de six mois: 1,0
- brebis d'un an et plus, chèvres d'un an et plus: 0,15;

20° "déclaration de superficie": déclaration du producteur indiquant toutes les parcelles agricoles qu'il gère et leur superficie, quelles que soient les spéculations, conformément à l'article 4, § 1^{er}, du règlement n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil;

21° "superficie fourragère": terre agricole déclarée dans la déclaration de superficie sous le code de destination "P" ou déclarée sous le code de destination "I" et avec l'un des codes de cultures 611, 612, 621, 622, 71, 72, 73, 741, 742, 743 ou 7431."

Art. 2. Au chapitre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997, à l'article 12, alinéa 1^{er}, les mots "des articles 1^{er} (3 à 6) et 2" sont remplacés par les mots "de l'article 1^{er}, points 6^o, 7^o, 11^o et 12^o, et de l'article 2".

Art. 3. Au titre II, chapitre XIV, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997, à l'article 48, alinéa unique, les mots "à l'article 1^{er}, 14, du présent arrêté" sont remplacés par les mots "à l'article 1^{er}, point 18^o, du présent arrêté".

Art. 4. Au titre II, chapitre XIV, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997, les articles 51 à 56 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Art. 51. Une indemnité compensatoire annuelle est octroyée au producteur qui exploite des superficies fourragères situées dans les régions défavorisées."

"Art. 52. Pour pouvoir bénéficier de l'indemnité compensatoire, le producteur doit satisfaire aux conditions suivantes :

1^o être identifié auprès de l'Administration dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGEC) conformément aux dispositions du règlement (CEE) n^o 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires;

2^o introduire auprès de l'une des Directions des Services extérieurs de l'Administration une demande annuelle conformément aux conditions visées aux articles 54 et 55;

3^o s'engager à respecter toutes les conditions d'octroi du bénéfice de l'indemnité considérée et à accepter tout contrôle sur place;

4^o introduire annuellement auprès de l'une des Directions des Services extérieurs de l'Administration et selon ses instructions, une déclaration de superficie telle que visée à l'article 1^{er}, point 20^o;

5^o gérer une exploitation dont la superficie fourragère qui est située dans les régions défavorisées s'élève au moins à 40 % de la superficie totale de l'exploitation et atteint au minimum trois hectares;

6^o avoir une activité à titre principal ou partiel au sein de l'exploitation considérée. Lorsque le producteur est un groupement, seule la ou les personnes physiques qui ouvrent le droit à l'indemnité doivent satisfaire à cette condition. En cas de personne morale, tous les administrateurs délégués, gérants ou associés gérants doivent avoir une activité à titre principal dans l'exploitation considérée;

7^o ne pas avoir atteint l'âge de 65 ans avant le 1^{er} janvier de l'année civile qui suit celle de la demande et ne pas bénéficier d'une pension de retraite ou de préretraite avant cette date. Lorsque le producteur est un groupement, seule la ou les personnes physiques qui satisfont à ces conditions au sein du groupement peuvent ouvrir le droit à l'indemnité. En cas de personne morale, tous les administrateurs ou gérants ou associés gérants sollicitant l'indemnité compensatoire doivent satisfaire à ces conditions;

8^o s'engager à poursuivre l'activité agricole pendant au moins cinq ans à compter du premier versement d'une indemnité compensatoire et respecter pendant cette période les dispositions reprises au point 5^o. Toutefois, le producteur peut être libéré de cet engagement lorsque lui-même ou, dans le cas d'un groupement, la ou les personnes physiques de ce groupement qui ouvre le droit à l'aide ne satisfait plus à la condition spécifiée au point 7^o ou, dans le cas d'une personne morale, lorsque l'un des administrateurs ou gérants ou associés gérants ne satisfait plus à cette condition. Le producteur est également libéré de cet engagement en cas de force majeure ou lorsqu'il cesse l'activité et si l'exploitation ininterrompue des surfaces concernées est assurée. Le bénéfice de l'indemnité cesse cependant dès le premier janvier de l'année durant laquelle intervient cette libération de l'engagement;

9^o respecter les dispositions réglementaires en matière d'environnement et de préservation de l'espace naturel prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture;

10^o respecter, en matière de santé des animaux, les dispositions de la directive 96/22/CE du Conseil du 29 avril 1996 concernant l'interdiction d'utilisation de certaines substances à effet hormonal ou thyrostatique et des substances -agonistes dans les spéculations animales et ne pas faire l'objet, pour son exploitation, au cours de l'année de la demande, de mesures d'interdiction de la commercialisation telles que visées à l'article 55bis de l'arrêté royal du 6 décembre 1978 relatif à la lutte contre la brucellose bovine."

"Art. 53. L'indemnité annuelle compensatoire s'élève à 122 euros par hectare de terres agricoles déclarées dans la déclaration de superficie du producteur, en tant que superficie fourragère telle que définie à l'article 1^{er}, point 21^o, et situées dans les régions défavorisées. Toutefois, l'indemnité est limitée au plafond maximum de 1.736 euros par producteur et par année.

Pour autant que la demande introduite par le producteur soit justifiée, le plafond de 1.736 euros peut être multiplié par le nombre de personnes physiques ou, le cas échéant, d'administrateurs délégués, de gérants ou d'associés gérants, qui remplissent les conditions pour ouvrir le droit à l'aide. Chacune de ces personnes doit démontrer qu'elle satisfait à la condition d'activité à titre principal ou partiel et à la condition d'âge telles que respectivement prévues par l'article 1^{er}, point 7^o, 11^o ou 12^o, et par l'article 52, point 7^o.

L'indemnité est versée au producteur ayant introduit pour la même année civile à la fois une déclaration de superficie et une demande d'indemnité compensatoire, sur le compte tel que précisé dans son identification auprès de l'Administration, à charge pour lui de répartir, le cas échéant, l'indemnité entre les personnes physiques de l'éventuel groupement ou entre les éventuels administrateurs délégués, gérants ou associés gérants."

"Art. 54. La demande annuelle d'indemnité visée à l'article 52, point 2^o, constitue l'engagement visé à l'article 52, point 3^o. Cette demande du producteur, dûment complétée, datée et signée, doit accompagner sa déclaration de superficie, au plus tard à la date limite fixée pour le dépôt de cette dernière. En outre, elle doit être accompagnée de tous les documents nécessaires, notamment d'une attestation d'affiliation du producteur considéré à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, comme indépendant à titre principal, en qualité d'agriculteur, horticulteur ou d'éleveur, indiquant précisément cette qualité et qu'il est en règle de cotisation. Cette attestation doit être établie durant l'année de la demande considérée et concerner la même année.

Toutefois, si le producteur est un groupement de personnes physiques, chacune des personnes physiques membres du groupement, qui ouvre le droit à l'indemnité, doit joindre à la demande l'attestation d'affiliation susmentionnée. Si le producteur est une personne morale, chacun des administrateurs délégués, gérants ou associés gérants qui ont la responsabilité de la gestion de l'exploitation considérée doit joindre à la demande l'attestation d'affiliation susmentionnée.

L'introduction tardive de la demande annuelle d'indemnité entraîne une diminution du montant de l'indemnité de 1 % par jour ouvrable de retard par rapport à la date fixée par l'administration. Lorsque le retard est de plus de vingt-cinq jours civils, la demande est considérée comme irrecevable.

Lorsque la demande introduite est incomplète, l'administration notifie au producteur le ou les documents incomplets ou manquants. Pour être recevables, ces documents doivent parvenir à l'administration dans un délai de trente jours civils à dater du premier jour ouvrable qui suit la date de la notification. Le non-respect de ce délai entraîne la nullité de la demande d'indemnité."

"Art. 55. En cas de non-respect par le producteur des conditions de l'octroi de l'indemnité compensatoire ou en cas de fausse déclaration faite par négligence grave, le producteur peut être exclu du bénéfice de cette indemnité pour l'année civile considérée. En cas de fausse déclaration faite délibérément, il est exclu du régime également pour l'année qui suit. En fonction de la gravité de l'infraction, il peut être exclu pour plusieurs années, en application des dispositions de l'article 14, § 3, du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements et des dispositions des articles 62 et 63 du règlement (CE) n° 445/2002 de la Commission du 26 février 2002 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 précité."

"Art. 56. Le producteur qui a reçu des indemnités compensatoires a l'obligation de rembourser les montants perçus au cas où il ne respecterait pas l'engagement prévu à l'article 52, point 8°.

En cas de paiement indu, le bénéficiaire concerné a l'obligation de rembourser les aides ou indemnités perçues, conformément à l'article 49 du règlement (CE) n° 2419/2001 précité."

Art. 5. Au titre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997, après l'article 71, sont ajoutés les articles 71bis, 71ter et 71quater rédigés comme suit :

"Art. 71bis. L'Administration est chargée du versement des indemnités compensatoires ainsi que du recouvrement des paiements indus.

Quel que soit le régime d'aides géré par l'Administration, en cas de montant indûment versé ou de prélèvement supplémentaire, l'Administration peut opérer une compensation avec tout montant d'aide visé par le présent arrêté, dû au demandeur d'aide."

"Art. 71ter. Le fonctionnaire dirigeant de l'Administration a délégation pour engager, approuver et ordonner les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté."

"Art. 71quater. Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Les infractions au présent arrêté peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 précitée.

Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives visées à l'alinéa précédent, le Directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace."

Art. 6. Le présent arrêté s'applique aux demandes d'indemnité introduites à partir du 1^{er} janvier 2004.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 8. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3550

[2004/202783]

27. MAI 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 15. Februar 1990;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisierung der durch Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrolle und zur Abänderung verschiedener gesetzlichen Bestimmungen;

Aufgrund des Gesetzes vom 7. Mai 1999 zur Festlegung des Gesetzbuches über die Gesellschaften;

Aufgrund der Richtlinie 75/269/EWG des Rates vom 28. April 1975 betreffend das Gemeinschaftsverzeichnis der benachteiligten Gebiete im Sinne der Richtlinie 75/268/EWG (Belgien), abgeändert durch die Entscheidung 77/456/EWG der Kommission vom 27. Juni 1977 zur Abänderung der Grenzen der benachteiligten Gebiete im Sinne der Richtlinie 75/168/EWG des Rates vom 28. April 1975 (Belgien);

Aufgrund der Richtlinie 96/22/EG des Rates vom 29. April 1996 über das Verbot der Verwendung bestimmter Stoffe mit hormonaler bzw. thyreostatischer Wirkung und von β -Agonisten in der tierischen Erzeugung;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen, aufgehoben und ersetzt durch die Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, welche jedoch für Anträge auf Direktzahlungen für die Kalenderjahre vor 2005 weiterhin gültig bleibt;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen, insbesondere des Kapitels V, Artikel 13 bis 21, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1783/2003 des Rates vom 29. September 2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2550/2002 der Kommission vom 21. Dezember 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 445/2002 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL), zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 963/2003 der Kommission vom 4. Juni 2003;

Aufgrund der Entscheidung Nr. C(2000) 2825 der Kommission vom 25. September 2000 zur Genehmigung des Dokuments für die Programmplanung in Sachen ländliche Entwicklung für die Wallonische Region, das die Planungsperiode 2000-2006 deckt und aufgrund der Genehmigung durch die Kommission der darin vorgenommenen Abänderung 2002;

Aufgrund der Entscheidung Nr. C(2002) 3583 der Kommission vom 2. Oktober 2002 mit der Überschrift "Staatsbeihilfen/Belgien (Wallonie) - Beihilfe Nr. N339/2001; Ausgleichszulage in benachteiligten Gebieten";

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2003;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert, was die Wallonische Region betrifft, durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. August 2003;

Aufgrund der am 3. Mai 2004 stattgefundenen Konzertierung zwischen den regionalen Regierungen und der föderalen Behörde;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Umstrukturierung der Generaldirektion der Landwirtschaft infolge der Übertragung von Zuständigkeiten auf die Regionen und in der Erwägung, dass es Anlass gibt, die Regelung über die neuen eingesetzten Strukturen anzupassen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten unter Beachtung der Verpflichtungen, die sich aus den Europäischen Regelungen im Bereich der Landwirtschaft ergeben;

In der Erwägung, dass die Anwendungsmodalitäten bezüglich der Ausgleichszulagen für die in den benachteiligten Gebieten tätigen Erzeuger abgeändert werden müssen und dass diese Abänderungen für das laufende Jahr mit einer rückwirkenden Kraft ab dem 1. Januar 2004 gelten müssen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Titel I, Kapitel I wird Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Minister": der mit der Landwirtschaft beauftragte Minister;

2° "Verwaltung": die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° "Erzeuger": der landwirtschaftliche Betreiber als natürliche oder als juristische Person oder der Zusammenschluss von natürlichen oder juristischen Personen oder aber eine Verbindung beider Betriebsformen, der autonom, zu seinen Gunsten und für seine Rechnung einen landwirtschaftlichen Betrieb verwaltet, unabhängig von den betroffenen Spekulationen;

4° "Betrieb": alle von ein und demselben Erzeuger autonom verwalteten Produktionseinheiten, unabhängig von den betroffenen Spekulationen und deren Betriebssitz auf nationalem Gebiet gelegen ist;

5° "Produktionseinheit": alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, deren Ländereien, die der Erzeuger für seinen ausschließlichen Nutzen benötigt, um eine oder mehrere Spekulationen im Bereich der Landwirtschaft, des Gartenbaus oder der Zucht durchzuführen;

6° "landwirtschaftlicher Betriebsinhaber": die natürliche Person oder im Falle einer juristischen Person der/die Verwalter oder der/die Geschäftsführer oder der/die geschäftsführende(n) Gesellschafter, die innerhalb eines Betriebs Erzeugnisse aus Landwirtschaft, Gartenbau oder Zucht produziert/produzieren und diese Tätigkeit entweder im Rahmen einer Haupt- oder Teilzeitbeschäftigung ausübt/ausüben, gemäß der unter den nachstehenden Punkten 11° und 12° angeführten Definition. Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber muss seine Postanschrift in der Wallonischen Region haben und seine Produktionseinheit(en) muss/müssen in der Wallonischen Region gelegen sein. Handelt es sich um Ausgleichszulagen oder Beihilfen für Investitionen, die Immobilien betreffen, reicht es aus, dass die betreffenden Ländereien bzw. die betreffenden Immobiliengüter in der Wallonischen Region gelegen sind, unbeschadet anderer Bestimmungen, um Anspruch auf die Zulage oder Beihilfe zu haben;

7° "juristische Person als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber": die juristische Person, deren Satzungen als Gesellschaftszweck den landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Betrieb oder die Zucht vermerken, sowie die Vermarktung der Erzeugnisse, die hauptsächlich von diesem Betrieb stammen, wobei zudem die nachfolgenden Bedingungen erfüllt werden müssen:

a) wenn es sich um eine im Gesetz vom 7. Mai 1999 zur Festlegung des Gesetzbuches über die Gesellschaften, Buch I, Titel I, Artikel 2 § 3 erwähnte landwirtschaftliche Gesellschaft handelt, muss/müssen der/die geschäftsführende(n) Gesellschafter der Gesellschaft eine Hauptbeschäftigung in Zusammenhang mit dem betreffenden Betrieb gemäß Punkt 11° ausüben;

b) wenn es sich um eine der anderen im Gesetz vom 7. Mai 1999 zur Festlegung des Gesetzbuches über die Gesellschaften, Buch I, Titel I, Artikel 2, § 2 erwähnten Gesellschaftsformen handelt:

- ist die Gesellschaft für eine Dauer von wenigstens 20 Jahren gegründet;
- müssen die Aktien oder die Anteile der Gesellschaft auf einen Namen lauten;
- müssen wenigstens 51% der Aktien oder der Anteile der Gesellschaft den Geschäftsführern oder Gesellschaftern gehören;
- müssen die Geschäftsführer oder Gesellschafter der Gesellschaft unter den Teilhabern bezeichnet sein;
- müssen die gesamten geschäftsführenden Verwalter oder Geschäftsführer der Gesellschaft oder, wenn diese abwesend sind, die gesamten Verwalter natürliche Personen sein, die den betreffenden Betrieb verwalten und dort gemäß Punkt 11° eine Hauptbeschäftigung ausüben;

8° "Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung": die gemäß dem Gesetz vom 7. Mai 1999 zur Festlegung des Gesetzbuches über die Gesellschaften, Buch I, Titel I, Artikel 2, § 2., 4. Strich gegründete Genossenschaft, die zudem folgende Bedingungen erfüllt:

a) der Gesellschaftszweck hat sich hauptsächlich auf die Landwirtschaft, den Gartenbau oder die Zucht zu beziehen und muss dazu dienen, die Verbesserung und die Rationalisierung der Behandlung, der Verarbeitung oder der Vermarktung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse zu fördern;

b) die Mehrheit der Gesellschafter der Genossenschaft muss den Beruf eines Landwirts, eines Gärtners oder eines Züchters ausüben;

c) in den Satzungen muss festgelegt sein, dass bei den Hauptversammlungen jeder Teilhaber mindestens über eine Stimme verfügt, und dass die Anzahl der Stimmen pro Teilhaber auf höchstens ein Fünftel der an die vertretenen Anteile gebundenen Stimmen begrenzt ist;

d) die jährlich ausbezahlte Dividende darf den vom Nationalen Rat für die Kooperation festgelegten Prozentsatz nicht überschreiten;

9° "Gerätenutzungsgenossenschaft", kurz "CUMA": die gemäß dem Gesetz vom 7. Mai 1999 zur Festlegung des Gesetzbuches über die Gesellschaften, Buch I, Titel I, Artikel 2, § 2, 4. Strich gegründete Genossenschaft, deren Gesellschaftszweck, was den Betrieb der Mitglieder betrifft, sich hauptsächlich auf die Landwirtschaft, den Gartenbau oder die Zucht beziehen muss, insbesondere auf die gemeinsame Nutzung der zur Verwirklichung des Gesellschaftszwecks notwendigen landwirtschaftlichen Gerätschaften, und die außerdem die in Punkt 8°, b) bis d) angeführten Bedingungen erfüllt;

10° "landwirtschaftliche Vereinigung": die Vereinigung, deren Ziel darin besteht, die Information und die Aufklärung zu fördern, um in ihrem Umfeld den technischen, wirtschaftlichen und sozialen Fortschritt der landwirtschaftlichen Betriebe und das Wohlbefinden der ländlichen Bevölkerung zu gewährleisten;

11° "Hauptbeschäftigung": die berufliche Tätigkeit einer natürlichen Person oder ggf. des geschäftsführenden Verwalters oder Geschäftsführers oder des geschäftsführenden Gesellschafters einer juristischen Person oder einer dieser Personen, die aus dem betroffenen landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Betrieb oder Zuchtbetrieb ein steuerpflichtiges Nettoeinkommen bezieht, das mehr als 50% des steuerpflichtigen Nettobetrag ihres jährlichen, mit der Ausübung der beruflichen Tätigkeit verbundenen Gesamteinkommens beträgt und die dieser Tätigkeit mehr als 50% ihrer gesamten jährlichen Arbeitsdauer widmet. Wenn es sich um eine Erstiniederlassung der betroffenen Person in der Landwirtschaft handelt, sind Einkommen und Dauer ab dieser Erstiniederlassung zu verstehen;

12° "Teilzeitbeschäftigung": die berufliche Tätigkeit einer natürlichen Person oder ggf. des geschäftsführenden Verwalters oder Geschäftsführers oder des geschäftsführenden Gesellschafters einer juristischen Person oder einer dieser Personen, die innerhalb eines betroffenen Betriebs ausgeübt wird, der außer den landwirtschaftlichen, gartenbaulichen Aktivitäten und Zuchtaktivitäten, aycg forstwirtschaftliche, pädagogische; touristische, handwerkliche Aktivitäten oder Aktivitäten zum Unterhalt der Umwelt, für die öffentliche Hilfen gewährt werden, umfasst und die aus diesem Betrieb, von dem sie/er der oder einer der Verwalter ist, ein steuerpflichtiges Nettoeinkommen bezieht, das mehr als 50% des steuerpflichtigen Nettobetrag ihres jährlichen, mit der Ausübung der beruflichen Tätigkeit verbundenen Gesamteinkommens beträgt, ohne dass diese Person jedoch aus den landwirtschaftlichen Aktivitäten im Betrieb ein steuerpflichtiges Nettoeinkommen bezieht, das unter 25% des steuerpflichtigen Nettobetrag ihres jährlichen, mit der Ausübung der beruflichen Tätigkeit verbundenen Gesamteinkommens liegt, nicht bezieht. Sie widmet außerdem den im Betrieb ausgeübten Tätigkeiten mehr als 50% ihrer gesamten jährlichen Arbeitsdauer. Wenn es sich um die Erstiniederlassung der betroffenen Person in der Landwirtschaft handelt, sind Einkommen und Dauer ab dieser Erstiniederlassung zu verstehen;

13° "landwirtschaftliche Nebentätigkeit": berufliche landwirtschaftliche Tätigkeit einer natürlichen Person, oder ggf. des geschäftsführenden Verwalters oder Geschäftsführers oder des geschäftsführenden Gesellschafters einer juristischen Person oder einer dieser Personen, die keine landwirtschaftliche Haupt- oder Teilzeitbeschäftigung ausübt, die der Anwendung der MwSt unterworfen ist und in der Eigenschaft eines Landwirts, eines Gärtners und/oder Züchters innerhalb des betroffenen Betriebs an einer Sozialversicherungskasse für Selbstständige als nebenberuflicher Selbständiger angegliedert ist;

14° "Arbeitskräfteeinheit", kurz "AKE": von einem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber geleistete 1 800 Arbeitsstunden pro Jahr;

15° "Investitionen": der Ankauf, der Bau, die Einrichtung, der Zuwachs, die Erneuerung oder Verbesserung zugunsten der natürlichen oder juristischen Personen, die in den Genuss der nachstehend beschriebenen Beihilfen gelangen, von Gütern dauerhafter Natur wie Boden, Gebäude und deren Verbesserungen, Ausrüstung, Einrichtungen, Maschinen und Werkzeug, Gerätschaften und Viehbestand sowie die wachsenden Kulturen und der Nacheffekt der Düngung;

16° "öffentliche Bürgschaft": die Bürgschaft der Wallonischen Region kann an die aus Kapital, Zinsen und Nebenkosten bestehende Rückzahlung der den in Punkten 6° bis 9°, 11° und 12° genannten natürlichen und juristischen Personen gewährten Darlehen gebunden sein, und dies zur Verwirklichung der im vorerwähnten Punkt 16° angeführten Operationen, unter der Bedingung, dass das Darlehen durch eine zu diesem Zweck anerkannte öffentliche oder private Kreditanstalt gewährt wird. Die öffentliche Bürgschaft vervollständigt die durch den Antragsteller gelieferten Bürgschaften und darf höchstens 75% des gewährten Darlehens abdecken. Die Zahlung der Zinssubvention wird aufgehoben, sobald die Bürgschaft in Anspruch genommen wird;

17° "EAGFL": der Europäische Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft;

18° "benachteiligte Gebiete": bei den benachteiligten Gebieten handelt es sich um:

a) die gesamten nachfolgenden landwirtschaftlichen Gebiete: Hochardennen, Famenne, Venn, Ardennen, Juragebiet;

b) den Teil des Lütticher Weidegebietes, bestehend aus:

den Gemeinden Aywaille, Ferrières, Jalhay, Lierneux, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Theux, Trois-Ponts, Vielsalm;

- den folgenden Gebieten:

* das Gebiet der Gemeinde Verviers, das vor dem 1. Januar 1977 den Gemeinden Polleur und Theux angehörte;

* das Gebiet der Gemeinde Esneux, das vor dem 1. Januar 1977 der Gemeinde Dolembreux angehörte;

* das Gebiet südlich der Weser der Gemeinden Baelen, Eupen und Raeren;

* für die Gemeinde Comblain-au-Pont, das zwischen der Ourthe und der Amel gelegene Gebiet der Gemeinde sowie die landwirtschaftliche Zone des Sektorenplans, die dem Abschnitt von Poulseur angehört;

* für die Gemeinde Esneux, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Lüttich, auf dem rechten Ufer der Ourthe gelegen und zu den Abschnitten von Esneux und Tilff gehörend;

* für die Gemeinde Chaudfontaine, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Lüttich, die zu den Abschnitten von Beaufays und Chaudfontaine gehören;

* für die Gemeinde Trooz, die landwirtschaftlichen Zonen des Entwurfs des Sektorenplans von Lüttich, die zu den Abschnitten Trooz, Forêt, Nessonvaux und Fraipont gehören;

* für die Gemeinde Olne, die landwirtschaftliche Zone des Entwurfs des Sektorenplans von Lüttich, gelegen südlich einer Linie, die von Westen nach Osten verläuft, gebildet durch den Bach von Saint-Hadelin, anschließend durch die Straße nach Olne, über die "six chemins", dann von Olne über den Weg Richtung Schnittpunkt der Gemeinden Xhendelesse und Soiron;

* für die Gemeinde Pepinster, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, die zu den Abschnitten Soiron, Wegnez und Pepinster gehören;

* für die Gemeinde Verviers, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, die zu den Abschnitten Lambermont, Ensival, Heusy, Stembert und Petit-Rechain gehören;

* für die Gemeinde Dison, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, die zu den Abschnitten Dison und Andrimont gehören;

* für die Gemeinde Limbourg, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, die zu den Abschnitten Limbourg, Goé und Bilstain südlich der Straße nach Villers gehören;

* für die Gemeinde Baelen, die landwirtschaftlichen Zonen des Sektorenplans von Verviers, einschließlich des Teils der Abschnitte von Baelen und Membach, südlich von der Straße Eupen-Limbourg gelegen sowie nördlich dieser Straße die landwirtschaftliche Zone, die durch den Weg, der vom Ort genannt "Au Calvaire" bis nach Baelen (Houtem, Les Forges und Medal) verläuft, abgegrenzt wird.

19° Großvieheinheit, abgekürzt (GVE): man erhält die Anzahl der Großvieheinheiten, indem man die Anzahl der Rinder, Pferde, Mutterschafe oder Ziegen mit den folgenden Koeffizienten multipliziert:

- Rinder im Alter von 6 Monaten bis 2 Jahren: 0,6

- Milchkühe: 1,0

- andere Rinder ab 2 Jahren: 1,0

- über 6 Monate alte Pferde: 1,0

- 1 Jahr alte Mutterschafe, Ziegen ab 1 Jahr: 0,15;

20° "Flächenerklärung": Erklärung des Erzeugers, in der unabhängig von Spekulationen alle landwirtschaftlich genutzten Parzellen unter Angabe der Flächen angeführt werden, gemäß Artikel 4, §1 der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen;

21° "Futteranbaufläche": Ackerboden, der in der Flächenerklärung unter dem Bestimmungscode "P" oder unter dem Bestimmungscode "I" und mit einem der Kulturcodes 611, 612, 621, 622, 71, 72, 73, 741, 742, 743 oder 7431 angegeben wird."

Art. 2 - In Kapitel III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997, in Artikel 12, erster Absatz, werden die Wörter "der Artikel 1, 3. bis 6. und 2" durch die Wörter "von Artikel 1, Punkte 6°, 7°, 11° und 12° und von Artikel 2" ersetzt.

Art. 3 - In Titel II, Kapitel XIV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997, in Artikel 48, einziger Absatz, werden die Wörter "gemäß Artikel 1, 14 des vorliegenden Erlasses" durch die Wörter "gemäß Artikel 1, Punkt 18° des vorliegenden Erlasses" ersetzt.

Art. 4 - In Titel II, Kapitel XIV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997, werden Artikel 51 bis 56 durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

"Art. 51 - Eine jährliche Ausgleichszulage wird dem Erzeuger, der in den benachteiligten Gebieten gelegene Futteranbauflächen betreibt, gewährt."

"Art. 52 - Um Anspruch auf die Ausgleichszulage erheben zu können, muss der Erzeuger folgende Bedingungen erfüllen. Er muss:

1° bei der Verwaltung im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen (SIGEC) gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen identifiziert sein;

2° bei einer der Direktionen der Außendienststellen der Verwaltung einen jährlichen Antrag gemäß den in Artikeln 54 und 55 erwähnten Bedingungen einreichen;

3° sich verpflichten, die gesamten Bedingungen bezüglich der Gewährung der betroffenen Zulage einzuhalten und in jegliche Ortsbesichtigung einwilligen;

4° bei einer der Direktionen der Außendienststellen der Verwaltung jährlich und nach ihren Anweisungen eine Flächenerklärung im Sinne von Artikel 1, Punkt 20° einreichen;

5° einen Betrieb, dessen in den benachteiligten Gebieten gelegene landwirtschaftliche Fläche mindestens 40% der gesamten landwirtschaftlichen Fläche des Betriebs entspricht und mindestens drei Hektar umfasst, verwalten;

6° eine Haupt- oder Teilzeitbeschäftigung innerhalb des betroffenen Betriebs ausüben. Wenn der Erzeuger ein Zusammenschluss ist, muss/müssen nur die natürliche(n) Person(en), die den Anspruch auf Zulage eröffnet/eröffnen, diese Bedingung erfüllen. Wenn es sich um eine juristische Person handelt, müssen die gesamten geschäftsführenden Verwalter, Geschäftsführer oder geschäftsführenden Gesellschafter eine Hauptbeschäftigung im betroffenen Betrieb ausüben;

7° vor dem 1. Januar des Kalenderjahres, das auf das Antragsjahr folgt, das Alter von 65 Jahren nicht erreicht haben und vor diesem Datum keine Altersrente im Rahmen einer Ruhestands- oder Vorruhestandsregelung beziehen. Wenn der Erzeuger ein Zusammenschluss ist, kann/können nur die natürliche(n) Personen, die innerhalb des Zusammenschlusses diese Bedingung erfüllt/erfüllen, den Anspruch auf Zulage eröffnen. Wenn es sich um eine juristische Person handelt, müssen die gesamten geschäftsführenden Verwalter, Geschäftsführer oder geschäftsführenden Gesellschafter, die die Ausgleichszulage beantragen, diese Bedingungen erfüllen;

8° sich verpflichten, die landwirtschaftliche Erwerbstätigkeit ab der Zahlung der ersten Ausgleichszulage noch mindestens fünf Jahre auszuüben und während dieser Periode die in Punkt 5° angeführten Bestimmungen beachten. Der Erzeuger kann jedoch von dieser Verpflichtung befreit werden, wenn er selbst oder, im Falle eines Zusammenschlusses, die natürliche(n) Person(en) dieses Zusammenschlusses, die den Anspruch auf diese Beihilfe eröffnet/eröffnen, die in Punkt 7 erwähnte Bedingung nicht mehr erfüllt/erfüllen, oder im Falle einer juristischen Person, wenn ein der Verwalter oder Geschäftsführer oder geschäftsführenden Gesellschafter diese Bedingung nicht mehr erfüllt. Der Erzeuger kann ebenfalls im Falle höherer Gewalt oder, wenn er die landwirtschaftliche Erwerbstätigkeit einstellt und die weitere Bewirtschaftung der betreffenden Flächen gewährleistet ist, von dieser Verpflichtung befreit werden. Der Anspruch auf die Zulage endet jedoch ab dem ersten Januar des Jahres, im Laufe dessen die Befreiung dieser Verpflichtung stattfindet;

9° die Verordnungsbestimmungen in Sachen Umwelt und Erhaltung des natürlichen Lebensraums, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft vorgesehen sind, beachten;

10° in Sachen Tiergesundheit die Bestimmungen der Richtlinie 96/22/EG des Rates vom 29. April 1996 über das Verbot der Verwendung bestimmter Stoffe mit hormonaler bzw. thyreostatischer Wirkung und von β -Agonisten in der tierischen Erzeugung beachten und für seinen Betrieb im Laufe des Antragsjahres nicht Gegenstand von Maßnahmen zum Vermarktungsverbot im Sinne von Artikel 55bis des Königlichen Erlasses vom 6. Dezember 1978 über die Bekämpfung der Rinderbucellose sein.“

“Art. 53 - Die jährliche Ausgleichszulage beträgt 122 Euro pro Hektar der landwirtschaftlichen Flächen, die in der Flächenerklärung des Erzeugers als Futteranbaufläche im Sinne von Artikel 1, Punkt 21° erklärt werden und die in den benachteiligten Gebieten gelegen sind. Die Zulage darf jedoch 1.736 Euro pro Erzeuger und pro Jahr nicht übersteigen.

Insofern der vom Erzeuger eingereichte Antrag begründet wird, kann der Höchstbetrag von 1.736 Euro mit der Anzahl von natürlichen Personen oder ggf. von Verwaltern, von Geschäftsführern oder von geschäftsführenden Gesellschaftern, die die Bedingungen erfüllen, um den Anspruch auf die Zulage zu eröffnen, multipliziert werden. Jede dieser Personen muss beweisen, dass sie die Bedingung der Haupt- oder Teilzeitbeschäftigung sowie die Altersbedingung, wie sie in Artikel 1, Punkt 7°, 11° oder 12° bzw. in Artikel 52, Punkt 7° vorgesehen sind, erfüllt.

Die Zulage wird dem Erzeuger, der für dasselbe Kalenderjahr eine Flächenerklärung und einen Antrag auf Ausgleichszulage zugleich eingereicht hat, auf das Konto, das in seiner Identifizierung bei der Verwaltung angegeben ist, eingezahlt. Er muss ggf. die Zulage unter die natürlichen Personen des eventuellen Zusammenschlusses oder unter die eventuellen Verwalter, Geschäftsführer oder geschäftsführenden Gesellschafter verteilen.“

“Art. 54 - Der in Artikel 52, Punkt 2° erwähnte jährliche Antrag auf Zulage bildet die in Artikel 52, Punkt 3° erwähnte Verpflichtung. Dieser ordnungsgemäß ausgefüllte, datierte und unterzeichnete Antrag des Erzeugers muss zusammen mit seiner Flächenerklärung spätestens am für deren Einreichung festgelegten Schlusstermin eingereicht werden. Er muss außerdem mit den gesamten notwendigen Unterlagen, insbesondere einer Bescheinigung über die Angliederung des betroffenen Erzeugers an einer Sozialversicherungskasse für Selbstständige als hauptberuflicher Selbständiger in der Eigenschaft eines Landwirts, eines Gärtners und/oder Züchters mit der genauen Angabe dieser Eigenschaft sowie der regelmäßigen Zahlung des Beitrags durch den Erzeuger versehen werden.

Diese Bescheinigung muss im Laufe des betroffenen Antragsjahres ausgestellt werden und dasselbe Jahr betreffen.

Wenn der Erzeuger jedoch ein Zusammenschluss von natürlichen Personen ist, muss jede der natürlichen Personen, die Mitglied des den Anspruch auf die Zulage eröffnenden Zusammenschlusses ist, dem Antrag die oben erwähnte Bescheinigung über die Angliederung beifügen. Wenn der Erzeuger eine juristische Person ist, muss jeder der geschäftsführenden Verwalter oder Geschäftsführer oder geschäftsführenden Gesellschafter, die für die Verwaltung des Betriebs verantwortlich sind, dem Antrag die oben erwähnte Bescheinigung über die Angliederung beifügen.

Die späte Einreichung des jährlichen Antrags auf Zulage führt zu einer Ermäßigung des Betrags der Zulage in Höhe von 1% pro Werktag Verspätung im Verhältnis zu dem durch die Verwaltung bestimmten Termin. Wenn die Verspätung mehr als fünfundzwanzig Kalendertagen entspricht, wird der Antrag als unzulässig betrachtet.

Wenn der eingereichte Antrag unvollständig ist, teilt die Verwaltung dem Erzeuger mit, welche Unterlagen unvollständig sind oder fehlen. Um zulässig zu werden, müssen diese Unterlagen innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen ab dem ersten Werktag nach dem Datum der Mitteilung in der Verwaltung eingehen. Die Nichtbeachtung dieser Frist führt zu der Nichtigkeit des Antrags auf Zulage.“

“Art. 55 - Wenn der Erzeuger die Bedingungen für die Gewährung der Ausgleichszulage nicht beachtet oder wenn er aufgrund grober Fahrlässigkeit eine falsche Erklärung gemacht hat, kann er für das entsprechende Kalenderjahr von dieser Zulage ausgeschlossen werden. Im Fall einer absichtlich falschen Erklärung wird er auch für das folgende Jahr ausgeschlossen. Je nach der Bedeutung des Verstoßes kann er in Anwendung der Bestimmungen von Artikel 14, § 3, der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen und der Bestimmungen von Artikeln 62 und 63 der Verordnung (EG) Nr. 445/2002 der Kommission vom 26. Februar 2002 mit Durchführungsvorschriften zur vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 für mehrere Jahre ausgeschlossen werden.“

“Art. 56 - Der Erzeuger, der Ausgleichszulagen erhalten hat, ist verpflichtet, die bezogenen Beträge zurück zu erstatten, wenn er die in Artikel 52, Punkt 8° vorgesehene Verpflichtung nicht beachtet.

Im Fall von ungeschuldet gezahlten Beträgen ist der betreffende Erzeuger verpflichtet, die bezogenen Beihilfen oder Zulagen gemäß Artikel 49 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 zurückzuzahlen.

Art. 5 - In Titel III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 1997 werden nach Artikel 71, die Artikel 71bis, 71ter und 71quater mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 71bis - Die Verwaltung ist mit der Zahlung der Ausgleichszulagen sowie mit der Beitreibung der ungeschuldet gezahlten Beträge beauftragt.

Ungeachtet der von der Verwaltung angewandten Beihilferegelung kann diese für den Fall, dass ein Betrag ungeschuldet gezahlt wurde oder eine zusätzliche Abgabe erhoben wird, einen Ausgleich mit jeglicher in dem vorliegenden Erlass angeführten und dem Antragsteller zustehenden Beihilfe durchführen.“

"Art. 71ter - Der leitende Beamte der Verwaltung wird bevollmächtigt, die Ausgaben für die durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen einzugehen, zu genehmigen und anzuordnen."

"Art. 71quater - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses können gemäß Artikel 8 des vorerwähnten Gesetzes vom 28. März 1975 mit einer Verwaltungsstrafe geahndet werden.

Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der Beamte, der ihn ersetzt, wird als zuständiger Beamter bezeichnet, um die Handlungen und Beschlüsse auf dem Gebiet der im vorherigen Absatz erwähnten Verwaltungsstrafen auszuführen.»

Art. 6 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die ab dem 1. Januar 2004 eingereichten Anträge auf Zulage.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 8 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3550

[2004/202783]

27 MEI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, laatst gewijzigd bij de wet van 15 februari 1990;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen;

Gelet op richtlijn 75/269/EEG van de Raad van 28 april 1975 betreffende de communautaire lijst van agrarische probleemgebieden in de zin van richtlijn 75/268/EEG (België), gewijzigd bij de beschikking 77/456/EEG van de Commissie van 27 juni 1977 tot wijziging van de grenzen van de probleemgebieden in de zin van richtlijn 75/268/EEG van de Raad van 28 april 1975 (België);

Gelet op richtlijn 96/22/EG van de Raad van 29 april 1996 betreffende het verbod op het gebruik, in de veehouderij, van bepaalde stoffen met hormonale werking en van bepaalde stoffen met thyreostatische werking, alsmede van β -agonisten;

Gelet op verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, opgeheven en gewijzigd bij verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, maar die van toepassing blijft op de aanvragen om rechtstreekse betalingen betreffende de boekjaren vóór 2005;

Gelet op verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en opheffing van een aantal verordeningen, inzonderheid op hoofdstuk V, artikelen 13 tot 21, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 1783/2003 van de Raad van 29 september 2003;

Gelet op verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij Verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 2550/2002 van de Commissie van 21 december 2001;

Gelet op verordening (EG) nr. 445/2002 van de Commissie van 26 februari 2002 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL), laatst gewijzigd (EG) bij verordening (EG) nr. 963/2003 van de Commissie van 4 juni 2003;

Gelet op beschikking nr. C(2000)2825 van de Commissie van 25 september 2000 houdende goedkeuring van het programmeringsdocument inzake plattelandsontwikkeling voor het Waalse Gewest en tot dekking van de programmeringsperiode 2000-2006 en gelet op de goedkeuring door de Commissie van de daaraan aangebrachte wijziging 2002;

Gelet op beschikking nr. C(2002) 3583 van de Commissie van 2 oktober 2002 "Staatsteun/België (Wallonië) - steun nr. N 339/2001; Compenserende vergoedingen in benadeelde gebieden" genoemd;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd wat betreft het Waalse Gewest bij het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2003;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid van 3 mei 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de herstructurering van het Directoraat-generaal Landbouw als gevolg van de bevoegdheidsverdracht naar de Gewesten en dat de betrokken regelgeving moet worden aangepast op de nieuwe structuren;

Overwegende dat de continuïteit van de openbare opdrachten moet worden gewaarborgd met inachtneming van de bij de Europese regelgeving opgelegde verplichtingen inzake landbouw;

Overwegende dat de toepassingsmodaliteiten betreffende de compenserende vergoedingen voor de producenten die actief zijn in de benadeelde gebieden moeten worden gewijzigd en dat die wijzigingen van toepassing moeten zijn voor het lopende jaar met terugwerkende kracht vanaf 1 januari 2004;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In titel 1, hoofdstuk 1, wordt artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw gewijzigd als volgt :

"Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "Minister" : de Minister bevoegd voor Landbouw;

2° "Bestuur" : de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° "producent" : de uitbater, natuurlijke of rechtspersoon of de groepering van natuurlijke of rechtspersonen of van beiden, die ten eigen bate en voor zijn rekening autonoom een landbouwbedrijf beheert ongeacht de speculaties;

4° "bedrijf" het geheel van de productie-eenheden gelegen op het nationaal grondgebied en autonoom beheerd door eenzelfde producent ongeacht de speculaties;

5° "productie-eenheid" : het geheel van de functioneel verbonden productiemiddelen waaronder de noodzakelijke gronden voor het eigen gebruik van de producent met het oog op de exploitatie van één of meerdere landbouw-, tuinbouw- of veespeculaties;

6° "landbouwer" : de natuurlijke persoon of in geval van een rechtspersoon de bestuurder(s), beheerder(s) of venno(o)t(en)-beheerder(s) die binnen een bedrijf een landbouw-, tuinbouw- of veeteeltbedrijf uitbaat en die activiteit als hoofd- of deeltijds beroep uitoefent, zoals bepaald in hiernavermelde punten 11° en 12°. Het adres en de productie-eenheid(eenheden) van de landbouwer moeten gelegen zijn in het Waalse Gewest. Op het gebied van de compenserende vergoeding of van investeringen voor onroerende goederen kan de toestand van respectievelijk de betrokken gronden of onroerende goederen in het Waalse Gewest het recht openen op de vergoeding of steun;

7° "rechtspersoon, landbouwer" : de rechtspersoon wiens statuten de exploitatie beogen van een landbouw-, tuinbouw- of veeteeltbedrijf alsook de afzet van de producten die voornamelijk worden voortgebracht op het bedrijf en die bovendien voldoet aan één van de volgende voorwaarden :

a) indien het gaat om een landbouwbedrijf bedoeld in de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen, boek I, titel I, artikel 2, § 3, moeten de venno(o)t(en)-beheerder(s) een beroepsactiviteit als hoofdberoep uitoefenen die betrekking heeft op het betrokken bedrijf overeenkomstig punt 11°;

b) indien het gaat om één van de andere vennootschapsvormen bedoeld in de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen, boek I, titel I, artikel 2, § 2 :

- wordt de vennootschap opgericht voor een minimum duur van 20 jaar;

- zijn de aandelen of deelbewijzen op naam;

- toebehoren de aandelen of deelbewijzen voor minstens 51 % aan de bestuurders of beheerders;

- worden de bestuurders of beheerders aangewezen onder de vennoten;

- zijn alle afgevaardigde-bestuurders of beheerders of, bij afwezigheid alle bestuurders, natuurlijke personen die het betrokken bedrijf beheren en er een activiteit als hoofdberoep uitoefenen overeenkomstig punt 11°;

8° "coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschap" : de coöperatieve vennootschap die opgericht is overeenkomstig de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen, boek I, titel I, artikel 2, § 2, vierde streepje die aan de volgende vereisten voldoet :

a) haar doel moet voornamelijk gericht zijn op landbouw, tuinbouw of veeteelt en op de verbetering en de rationalisatie van de behandeling, de verwerking of de afzet van landbouwproducten;

b) de meerderheid van haar leden moet het beroep van landbouwer, tuinbouwer of veehouder uitoefenen;

c) de statuten moeten bepalen dat elke vennoot op de algemene vergaderingen over minstens één stem beschikt en dat het aantal stemmen waarover een vennoot beschikt, beperkt wordt tot hoogstens één vijfde van de stemmen die aan de vertegenwoordigde aandelen gekoppeld zijn;

d) het jaarlijkse dividend mag niet hoger zijn dan het percentage dat door de Nationale raad voor de coöperatie vastgesteld is;

9° "coöperatieve vereniging voor het gebruik van landbouwmateriaal" ("CVGL") : de coöperatieve vereniging die opgericht is overeenkomstig de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen, boek I, titel I, artikel 2, § 2, vierde streepje, en waarvan het maatschappelijk doel binnen het bedrijf van haar leden, hoofdzakelijk gericht moet zijn op landbouw, tuinbouw of veeteelt en meer bepaald op het gemeenschappelijk gebruik van landbouwmateriaal dat noodzakelijk is voor de uitvoering van haar doelstellingen; ze moet bovendien voldoen aan de in punt 8 opgesomde voorwaarden b) tot d);

10° "landbouwvereniging" : vereniging die gericht is op de bevordering van informatie en vulgarisatie ten einde in haar omgeving te zorgen voor de technische, economische en sociale vooruitgang van de landbouwbedrijven en voor het welzijn van de landelijke bevolking;

11° "activiteit als hoofdberoep" : beroepsactiviteit van een rechtspersoon of in voorkomend geval van de afgevaardigde-bestuurder of beheerder of vennoot-beheerder van een rechtspersoon of van één onder hen, die van het betrokken landbouw-, tuinbouw- of veeteeltbedrijf een belastbaar netto-inkomen verkrijgt dat hoger is dan 50 % van het belastbare nettobedrag van zijn jaarlijkse globale inkomsten uit de beroepsactiviteit en die meer dan 50 % van de totaalduur van zijn jaarlijkse werktijd daaraan besteedt. Bij een eerste vestiging in de landbouw van de betrokken persoon gaat het om de inkomens en duren vanaf die eerste vestiging;

12° "activiteit als deeltijds beroep" : beroepsactiviteit van een rechtspersoon of in voorkomend geval van de afgevaardigde-bestuurder of beheerder of vennoot-beheerder van een rechtspersoon of van één onder hen, die wordt uitgeoefend binnen een betrokken bedrijf dat naast activiteiten op het gebied van landbouw, tuinbouw of veeteelt, activiteiten bevat op het gebied van bosbouw, toerisme, pedagogie en ambachtsnijverheid of door de overheid gesubsidieerde activiteiten voor landschapsinstandhouding, en die uit dat bedrijf die hij beheert of mede beheert, een belastbaar netto-inkomen verkrijgt dat hoger is dan 50 % van het belastbare nettobedrag van zijn jaarlijkse globale inkomsten uit de beroepsactiviteit zonder evenwel dat die persoon uit de landbouwactiviteiten op het bedrijf een belastbaar netto-inkomen verkrijgt dat lager is dan 25 % van het belastbare nettobedrag van zijn jaarlijkse globale inkomsten uit de beroepsactiviteit. Bovendien besteedt hij meer dan 50 % van de totaalduur van zijn jaarlijkse werktijd aan de activiteiten uitgeoefend binnen het bedrijf. Bij een eerste vestiging in de landbouw van de betrokken persoon gaat het om de inkomens en duren vanaf die eerste vestiging;

13° "landbouwactiviteit als nevenberoep" : landbouwkundige beroepsactiviteit van een rechtspersoon of in voorkomend geval van de afgevaardigde-bestuurder of beheerder of vennoot-beheerder van een rechtspersoon of van één onder hen, die geen landbouwactiviteit als hoofd- noch als nevenberoep uitoefent, onderworpen aan de toepassing van de BTW en aangesloten op een sociale verzekeringskas voor zelfstandigen als nevenberoep, als land- of tuinbouwer en/of veehouder binnen het betrokken bedrijf;

14° "volwaardige arbeidskracht" (VAK) : 1 800 arbeidsuren die jaarlijks door een landbouwer gepresteerd worden;

15° "investeringen" : verrichtingen die gericht zijn op de verwerving, bouw, vestiging, vergroting, vernieuwing of verbetering van duurzame goederen ten gunste van de natuurlijke of rechtspersonen die de hieronder omschreven steun genieten, zoals grond, gebouwen en verbeteringen, uitrustingen, installaties, machines, gereedschap, materiaal en vee, alsook groeiende teelten en navetten;

16° "overheidsgarantie" : de garantie van het Waalse Gewest die gekoppeld kan worden aan de terugbetaling in kapitaal, interesten en accessoria voor leningen die toegekend worden aan de onder de punten 6 tot 9, 11 en 12 bedoelde natuurlijke en rechtspersonen, met het oog op de onder punt 16 bedoelde verrichtingen, op voorwaarde dat ze toegekend worden door een erkende openbare of privé-kredietinstelling. De overheidsgarantie vult de door de kredietaanvrager gestelde zekerheden aan en mag niet meer dan 75 % van het toegestane krediet dekken. De betaling van de rentesubsidie wordt opgeschort zodra een beroep wordt gedaan op de garantie.

17° "EOGFL" : het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw;

18° "benadeelde gebieden" : de benadeelde gebieden zijn :

a) de volgende agrarische gebieden, in hun geheel beschouwd : de Hoge Ardennen, de Famenne, de Venen, de Ardennen, de Jurassische regio;

b) het gedeelte van het Luikse weidegebied dat bestaat uit :

- de gemeenten Aywaille, Ferrières, Jalhay, Lierneux, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Theux, Trois-Ponts, Vielsalm;

- de volgende grondgebieden :

* het grondgebied van de gemeente Verviers dat vóór 1 januari 1977 de gemeenten Polleur en Theux toebehoorde;

* het grondgebied van de gemeente Esneux dat vóór 1 januari 1977 de gemeente Dolembreux toebehoorde;

* het grondgebied dat ten zuiden van de Vesder en van de gemeenten Baelen, Eupen en Raeren gelegen is;

* voor de gemeente Comblain-au-Pont, het gedeelte van de gemeente dat tussen de Ourthe en de Amblève gelegen is en het agrarische gebied van het sectorplan dat de sectie Poulseur toebehoort;

* voor de gemeente Esneux, de agrarische gebieden van het sectorplan Luik op de rechteroever van de Ourthe, die de secties Esneux en Tilff toebehoren;

* voor de gemeente Chaudfontaine, de agrarische gebieden van het sectorplan Luik die de secties Beaufays en Chaudfontaine toebehoren;

* voor de gemeente Trooz, de agrarische gebieden van het ontwerp van het sectorplan Luik die de secties Trooz, Forêt, Nessonvaux en Fraipont toebehoren;

* voor de gemeente Olne, het agrarische gebied van het ontwerp van het sectorplan Luik ten zuiden van een lijn die van het westen naar het oosten gevormd wordt door de beek "Saint-Hadelin", vervolgens de weg naar Olne via de "six chemins", en vanaf Olne de weg naar de intersectie van de gemeenten Xhendelesse en Soiron;

* voor de gemeente Pepinster, de agrarische gebieden van het sectorplan Verviers die de secties Soiron, Wegnez en Pepinster toebehoren;

* voor de gemeente Verviers, de agrarische gebieden van het sectorplan Verviers die de secties Lambermont, Ensival, Heusy, Stembert en Petit-Rechain toebehoren;

* voor de gemeente Dison, de agrarische gebieden van het sectorplan Verviers die de secties Dison en Andrimont toebehoren;

* voor de gemeente Limbourg, de agrarische gebieden van het sectorplan Verviers die de secties Limbourg, Goé en Bilstain ten zuiden van de weg naar Villers toebehoren;

* voor de gemeente Baelen, de agrarische gebieden van het sectorplan Verviers bevattende het gedeelte van de secties Baelen en Membach ten zuiden van de weg Eupen-Limbourg en ten noorden daarvan, het agrarische gebied dat afgebakend is door de weg die de wijk "Au Calvaire" met Baelen (Houtem, Les Forges en Medal) verbindt;

19° "grootvee-eenheid (GVE)": in dit besluit wordt het aantal grootvee-eenheden berekend door het aantal runderen, paarden, schapen of geiten te vermenigvuldigen met de volgende coëfficiënten :

- runderen van 6 maanden tot 2 jaar : 0.6
- melkkoeien : 1.0
- andere runderen van 2 jaar en ouder : 1.0
- paarden ouder dan 6 maanden : 1.0
- schapen van 1 jaar en ouder, geiten van 1 jaar en ouder : 0.15;

20° "oppervlakteaangifte": aangifte van de producent waarin alle percelen die hij beheert alsook hun oppervlakte staan vermeld ongeacht de speculaties overeenkomstig artikel 4, § 1, van verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij Verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen;

21° "voederoppervlakte": landbouwgrond aangegeven onder de bestemmingscode "P" of onder de bestemmingscode "I" en met één van de teeltcodes 611, 612, 621, 622, 71, 72, 73, 741, 742, 743 of 7431."

Art. 2. In hoofdstuk III, artikel 12, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 worden de woorden "van de artikelen 1 (3 tot 6) en 2" vervangen door de woorden "van artikel 1, punten 6°, 7°, 11° en 12°, en van artikel 2".

Art. 3. In titel II, hoofdstuk XIV, artikel 48, enig lid van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 worden de woorden "in artikel 1, 14, van dit besluit" vervangen door de woorden "in artikel 1, punt 18°, van dit besluit".

Art. 4. In titel II, hoofdstuk XIV van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 worden de artikelen 51 tot 56 gewijzigd als volgt :

"Art. 51. Een jaarlijkse compenserende vergoeding wordt toegekend aan de producent die voederoppervlakten gelegen in de benadeelde gebieden uitbaat."

"Art. 52. Om in aanmerking te komen voor de compenserende vergoeding moet de producent voldoen aan volgende voorwaarden :

1° geïdentificeerd zijn bij het Bestuur in het kader van het geïntegreerde beheers- en controlesysteem (GBCS) overeenkomstig de bepalingen van verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen;

2° een jaarlijkse aanvraag indienen bij één van de Directies Buitendiensten van het Bestuur overeenkomstig de in de artikelen 54 en 55 bedoelde voorwaarden;

3° zich ertoe verbinden alle toekenningsvoorwaarden voor de betrokken vergoeding na te leven en elke controle ter plaatse te aanvaarden;

4° een jaarlijkse oppervlakteaangifte zoals bedoeld in artikel 1, punt 20° indienen bij één van de Directies Buitendiensten van het Bestuur volgens haar instructies;

5° een bedrijf beheren waarvan de landbouwoppervlakte gelegen in de benadeelde gebieden ten minste gelijk is aan 40 % van de totale landbouwoppervlakte van het bedrijf en minstens drie hectare bedraagt;

6° een activiteit als hoofd- of deeltijds beroep uitoefenen binnen het betrokken bedrijf. Wanneer de producent een groepering is, moet enkel de rechtspersoon (of personen) die het recht op de vergoeding, voldoen aan die voorwaarde. In geval van een rechtspersoon moeten de afgevaardigde-bestuurders, beheerders of vennoten-beheerders een activiteit als hoofdberoep uitoefenen in het betrokken bedrijf;

7° de leeftijd van 65 jaar niet hebben bereikt vóór 1 januari van het kalenderjaar dat volgt op het jaar van de aanvraag en geen rust- of brugpensioen genieten vóór die datum. Wanneer de producent een groepering is, kan enkel de rechtspersoon (of personen) die voldoet aan deze voorwaarden, het recht op de vergoeding openen. In geval van een rechtspersoon moeten alle bestuurders, beheerders of vennoten-beheerders die de compenserende vergoeding aanvragen, voldoen aan die voorwaarden;

8° zich ertoe verbinden de landbouwactiviteit voort te zetten tijdens minstens vijf jaar te rekenen van de eerste storting van een compenserende vergoeding en tijdens die periode de in punt 5° opgenomen bepalingen naleven. De producent kan echter vrijgesteld worden van die verbintenis wanneer hijzelf of in geval van een groepering, de natuurlijke persoon (of personen) van die groepering die het recht op steun opent, niet meer voldoet aan de in punt 7° bedoelde voorwaarde of in geval van een rechtspersoon, wanneer één van de bestuurders of beheerders of vennoten-beheerders niet meer voldoet aan die voorwaarde. De producent wordt ook bij overmacht vrijgesteld van die verbintenis of wanneer hij de activiteit stopzet en indien de ononderbroken uitbating van de betrokken oppervlakten verzekerd is. Het voordeel van de vergoeding eindigt echter vanaf één januari van het jaar van de vrijstelling van de verbintenis;

9° de reglementaire bepalingen inzake leefmilieu en natuurbescherming bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw naleven;

10° wat betreft de diergezondheid, de bepalingen van richtlijn 96/22/EG van de Raad van 29 april 1996 betreffende het verbod op het gebruik, in de veehouderij, van bepaalde stoffen met hormonale werking en van bepaalde stoffen met thyreostatische werking, alsmede van β -agonisten, naleven en wat betreft zijn bedrijf tijdens het jaar van de aanvraag niet onderworpen zijn aan verbodmaatregelen m.b.t. de afzet zoals bedoeld in artikel 55bis van het koninklijk besluit van 6 december 1978 betreffende de bestrijding van de runderbrucellose."

"Art. 53. De jaarlijkse compenserende vergoeding bedraagt 122 euro per hectare landbouwgronden aangegeven in de oppervlakteaangifte van de producent als voederoppervlakte zoals bepaald in artikel 1, punt 21°, en gelegen in de benadeelde gebieden. De vergoeding wordt echter beperkt tot een maximumbedrag van 1.736 euro per producent en per jaar.

Voorzover de door de producent ingediende aanvraag verantwoord is, kan het maximumbedrag van 1.736 euro vermenigvuldigd worden met het aantal natuurlijke personen of in voorkomend geval het aantal afgevaardigde - bestuurders, beheerders of vennoten-beheerders die voldoen aan de voorwaarden om het recht op steun te openen. Elke van die personen moet bewijzen dat hij voldoet aan bovenvermelde voorwaarde m.b.t. de uitoefening van een activiteit als hoofdberoep en aan de leeftijdsvoorwaarde zoals respectievelijk bedoeld in artikel 1, punt 7°, 11° of 12°, en in artikel 52, punt 7°.

De vergoeding wordt gestort aan de producent die voor hetzelfde kalenderjaar gelijktijdig een oppervlakteaangifte en een aanvraag om compenserende vergoeding heeft ingediend, op de rekening bepaald in zijn identificatie bij het Bestuur; hij moet in voorkomend geval de vergoeding zelf verdelen onder de natuurlijke personen van de eventuele groepering of onder de eventuele afgevaardigde-bestuurders, beheerders of vennoten-beheerders."

"Art. 54. De in artikel 52, punt 2°, bedoelde jaarlijkse vergoedingsaanvraag vormt de in artikel 52, punt 3°, bedoelde verbintenis. Die aanvraag van de producent, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend, moet gevoegd worden bij zijn oppervlakteaangifte uiterlijk op de vervaldatum vastgesteld voor de indiening van laatstgenoemde. Bovendien moet ze vergezeld zijn van alle noodzakelijke stukken, met name van een attest waaruit blijkt dat de betrokken producent bij een sociale verzekeringskas voor zelfstandigen aangesloten is als zelfstandige als hoofdberoep in de hoedanigheid van land-, tuinbouwer of veehouder en waarin die hoedanigheid alsook het bewijs dat hij de premie heeft betaald, staan vermeld. Dat attest moet worden opgemaakt tijdens het jaar van de betrokken aanvraag en hetzelfde jaar betreffen.

Indien de producent een groepering van natuurlijke personen is, moet elke natuurlijke persoon die lid van de groepering is en het recht op de vergoeding opent, het bovenvermelde aansluitingsattest echter voegen bij de aanvraag. Indien de producent een rechtspersoon is, moet elke afgevaardigde-bestuurder, beheerder of vennoot-beheerder die verantwoordelijk is voor het beheer van het betrokken bedrijf, het bovenvermelde aansluitingsattest voegen bij de aanvraag.

De latere indiening van de jaarlijkse vergoedingsaanvraag veroorzaakt een vermindering van het bedrag van de vergoeding met 1 % per werkdag vertraging in verhouding tot de door het bestuur vastgestelde datum. Wanneer de vertraging hoger is dan vijftiendertig kalenderdagen, wordt de aanvraag beschouwd als niet-ontvankelijk.

Wanneer de ingediende aanvraag onvolledig is, notificeert het bestuur het of de onvolledige of ontbrekende stuk(ken) aan de producent. Om ontvankelijk te zijn, moet het bestuur de stukken ontvangen binnen een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de eerste werkdag die volgt op de datum van de notificatie. De niet-naleving van die termijn brengt de nietigheid van de vergoedingsaanvraag met zich mee."

"Art. 55. Bij niet-naleving door de producent van de toekenningsvoorwaarden voor de compenserende vergoeding of in geval van verkeerde verklaring wegens ernstige nalatigheid, kan de producent uitgesloten worden van het voordeel van die vergoeding voor het betrokken kalenderjaar. In geval van opzettelijke verkeerde verklaring wordt hij ook uitgesloten van de regeling voor het volgende jaar. Volgens de ernst van de overtreding kan hij uitgesloten worden voor verscheidene jaren overeenkomstig de bepalingen van artikel 14, § 3, van verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en opheffing van sommige verordeningen en overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 62 en 63 van verordening (EG) nr. 445/2002 van de Commissie van 26 februari 2002 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van voornoemde verordening (EG) nr 1257/1999."

"Art. 56. De producent die compenserende vergoedingen heeft gekregen, moet de geïnde bedragen terugbetalen bij niet-naleving van de in artikel 52, punt 8°, bedoelde verbintenis. Bij ten onrechte gestorte betaling moet de betrokken begunstigde de geïnde steun of vergoedingen terugbetalen overeenkomstig artikel 49 van voornoemde verordening (EG) nr. 2419/2001."

Art. 5. In titel III van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997, na artikel 71, worden de artikelen 71*bis*, 71*ter* en 71*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 71*bis*. Het Bestuur is belast met de storting van de compenserende vergoedingen alsook met de terugvordering van de ten onrechte gestorte betalingen.

Ongeacht de door het Bestuur beheerde steunregeling, in geval van ten onrechte gestort bedrag of van bijkomende heffing, kan het Bestuur een compensatie uitvoeren met elk in dit besluit bedoeld steunbedrag dat aan de steunaanvrager verschuldigd is."

"Art. 71*ter*. De leidende ambtenaar van het Bestuur is ertoe gemachtigd de uitgaven betreffende de in dit besluit bedoelde steun vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren."

"Art. 71*quater*. De overtredingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De overtredingen van dit besluit kunnen het voorwerp uitmaken van een administratieve boete overeenkomstig artikel 8 van voornoemde wet van 28 maart 1975.

De Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger wordt aangewezen om de handelingen te verrichten en de beslissingen te nemen betreffende de in het vorige lid bedoelde administratieve boeten."

Art. 6. Dit besluit is van toepassing op de vergoedingsaanvragen die vanaf 1 januari 2004 ingediend zijn.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op de dag van de ondertekening ervan.

Art. 8. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART